

la guerre des classes

LES AMIS DE L'ÉGALITÉ
BP 30934 41009 Blois cedex

bulletin trimestriel n° 10 Hiver 2007/2008
www.lesamisdelegalite.org

PARCE QUE NOUS LE VALONS BIEN !

J'ai une réponse, vous n'auriez pas une question ? Encore une fois, tout est une question de méthode. Par exemple, trouvons la bonne question qui ne conduit qu'à cette réponse : Non le capitalisme n'est pas un système criminel en crise permanente.

Ce qui se passe sur les marchés financiers disparaît devant ce qui se passe à la Société Générale. Cette affaire est présentée, par les politiques et les médias, comme l'œuvre d'un seul homme. Le danger restant que, une fois de plus, l'arbre ou le doigt de la Société Générale ne cache le massacre à la tronçonneuse de toute la forêt.

Tout d'abord, débarrassons-nous d'une fausse idée répandue par une gauche moraliste qui nous prend pour des billes ! Non, le système bancaire et financier n'est pas un casino où il y aurait du jeu et des riches. Quand un joueur perd au casino, c'est la banque du casino qui gagne. Et quand un joueur gagne, c'est la banque du casino qui perd. Il n'y a ni évaporation de l'argent, ni création de valeur nouvelle qui ne serait déjà là dans la poche du joueur.

Dans l'économie capitaliste, tout est différent. Ces 5 milliards d'euros, soit-disant perdus par la Société Générale, ne sont pas entrés dans la poche de quelqu'un. L'argent peut s'évaporer et disparaître dans l'éclatement d'une bulle financière, sans que ces milliards puissent se retrouver un jour dans la poche d'un vaurien.

À croire que ces milliards n'aient jamais existé que sous la forme d'une écriture comptable.

Tout le système tient sous ces milliards fictifs qui ne sont qu'une anticipation d'une production qui n'existe pas encore, une traite sur l'avenir en quelque sorte. Ces gens, ces assassins, spéculent sur notre avenir, sur la valeur hypothétique que va prendre telle entreprise après licenciement d'une partie de son personnel, sur l'augmentation ou la baisse du prix d'une matière première pillée dans les pays pauvres. Il ne reste plus à ces spéculateurs qu'à obtenir ce qu'ils ont déjà acheté, et parfois déjà revendu à un autre.

Les licenciements, les délocalisations, les guerres sont là pour cela, pour faire coïncider la réalité avec les prévisions dont ils ont déjà empoché les bénéfices.

38 milliards de déficit pour l'État Français en 2007, qui s'ajoutent aux centaines de milliards déjà existants. Les riches prêtent de l'argent à l'État assorti de gros intérêts. Les pauvres remboursent, par la TVA et l'impôt, ces milliards qui vont grossir la fortune des riches. C'est pour cela que la dette publique n'est pas un problème pour les riches, c'est leur gagne-pain, leur source intarissable de revenus.

Certains voudraient, naïvement et en toute bonne foi, que la population soit moins pauvre. Ils pensent encore que l'on peut aménager 'équitablement' et 'durablement' la misère pour la rendre encore supportable.

À quel prix notre misère de tous les jours reste supportable ?

1500, 1550, 1900 ou 2000 € nets ? Où placer la barre dans cette course à la survie ?

Ceux qui se servent dans les caisses du pouvoir estiment qu'ils ne peuvent pas vivre en dessous de 10 000 euros. Qu'est-ce qui justifie ces privilèges, si ce n'est ce système inégalitaire et corrompu !

Les révoltes dans les centres de rétention avant expulsion répondent à la même question de fond. Ces gens ne demandent pas une rétention humaine, ils demandent la liberté, rien que cela !

Accepter de n'envisager la politique qu'au travers du quantitatif, c'est accepter de discuter de l'aménagement du système en réclamant du correctif à la marge pour mieux faire accepter l'essentiel : L'exploitation de l'homme par l'homme riche.

Commencer à porter la bataille politique sur le qualitatif, c'est le début de la remise en cause du système. Si nous faisons cela, nous arrivons vite à une incompatibilité entre nos vies et ce système marchand où tout a un prix.

Combien, le prix de notre vie, de notre cœur, de nos reins, de nos yeux ? Aligned vos barèmes ! Tout est à vendre, il y a des acheteurs sur tout. Et surtout des acheteurs. Ne reste plus qu'à trouver les vendeurs. Le marché est ouvert : nous sommes en compétition, en concurrence, avec le petit chinois qui vit d'un bol de riz et qui sourit à la caméra. Cela n'a rien à voir avec un casino. On ne joue pas, c'est la lutte de tous contre tous.

Le premier sinistre veut que la Société Générale reste une banque -française-. Lagardère et Dassault sont des marchands de canons français. Leur intérêts ne sont pas les nôtres. Les intérêts des pauvres ne sont pas solubles dans les intérêts des riches baptisés Intérêt National.

L'exploitation et l'aliénation sont les mêmes, qu'ils soient ceux d'un patron français, chinois, indien ou états-unien empochant les bénéfiques. La Société Générale l'a bien compris en spéculant sur la misère de la population du Globe.

C'est le système qui est pourri. Chauvinisme, nationalisme et racisme ne sont là que pour justifier la guerre de tous contre tous. Le Medef et ses gouvernements de droite et de gauche, n'aspirent qu'à plus de profit et moins de lois de protection sociale. Avec, comme modèle du moment, la Chine et ses 10 heures de travail quotidien, 6 jours par semaine pour 200 euros par mois.

Ils voudraient ainsi nous amener à penser que notre ennemi, notre concurrent, celui qui serait responsable de notre misère, est bien le travailleur chinois ou indien. Allons-nous gober cela ? Nos cerveaux sont-ils à vendre ? Combien vaut une vie ?

**Parce que nous le valons bien,
vions ces exploiters privilégiés !**

ESCROCS ET VOLEURS

MONTANT DU SALAIRE MINIMUM INTERPROFESSIONNEL DE CROISSANCE (SMIC) Insee

Année	Smic horaire brut en €	Smic mensuel brut en € pour 151,67 h de travail	Smic mensuel brut en € pour 169 h de travail	Date de parution au J.O.
2007	8,44	1 280,07	//	29/06/2007
2006	8,27	1 254,28	//	30/06/2006
2005	8,03	1 217,88	1 357,07	30/06/2005
2004	7,61	//	1 286,09	02/07/2004
2003	7,19	//	1 215,11	28/06/2003
2002	6,83	//	1 154,27	28/06/2002

L'économie capitaliste n'est pas une économie de casino. C'est une entreprise de pillage et de destruction des hommes et des ressources dans la course à la croissance. Quelques chiffres que tout le monde connaît :

- 100 milliards d'euros sont le bénéfice des entreprises du « CAC 40 » en France en 2006
- 200 milliards d'euros sont le montant des exonérations de charges non payées par le patronat depuis 1991.
- 14 milliards d'euros sont ce que l'Etat a emprunté au budget de la Sécu en 2003 sans jamais le rembourser.
- 9 milliards d'euros sont le déficit de la Sécurité sociale en 2007.
- 120 millions d'euros sont le paquet fiscal des exonérations d'impôts réalisées

par 2400 contribuables depuis l'été 2007.

- 30 millions d'euros sont le montant des dividendes d'actions perçues par les 60 chefs d'entreprises les mieux « classés »
- 11 millions d'euros sont le bénéfice engrangé par le patron d'Alstom, en décembre 2007, après avoir « levé » 100 000 des 270 000 stock-options qu'il possède.
- 4 millions d'euros sont le revenu moyen annuel d'un chef d'entreprise du CAC 40.
- 340 000 euros sont le salaire annuel - non imposable - de Dominique Strauss-Kahn au FMI (sans les frais)
- 5400 euros sont l'allocation chômage mensuelle des députés, pendant 5 années après leur mandat et 206 %, la hausse du salaire du président de la République en 2007.

- 1.5 millions d'euros sont la prime de Denis Gaultier Sauvagnac, l'arroseur de l'UIMM.

On pourrait ajouter les gains des banques, les bénéfices record de Total en 2007, ceux des sociétés d'autoroute et des marchands de sommeil, les 'marges arrière' de la grande distribution, certains bénéficiaires de logements publics à Paris, la grande forme du travail au noir, les clandestins exploités tout aussi clandestinement, etc

Pendant ce temps, plus de 50% de la population française vit avec le SMIC, les minima sociaux ou même moins. Et que dire du salaire des travailleurs des pays de l'ancien bloc de l'Est, de Chine, d'Inde, d'Afrique ou d'ailleurs...

CASSE TOI, CONNARD !

Nous ne demandons rien à cet avocat d'affaires qui, logique avec les mœurs et le vocabulaire de la mafia d'affaires (mais la mafia, c'est toujours les affaires) n'a qu'un but : s'en mettre plein les poches et placer les copains aux râteliers.

Nous n'avons rien à lui demander car nous ne l'avons pas élu. Il ne nous représente pas plus que les guignols qui ont voté le traité de Lisbonne annulant le vote du 29 Mai 2005. Nous n'avons rien à lui demander, et surtout pas qu'il respecte ses promesses de campagne électorale et la fonction de clown qu'il occupe pour le compte du MEDEF.

Que la « Gauche Plus Rien » se rassure, dans cette parodie de démocratie parlementaire, elle a le renfort de tous ceux qui pensent que la loi bourgeoise peut remplacer la lutte des classes. Et qu'une campagne électorale, c'est la démocratie 100% équitabile, durable et respectable.

Même la ministre de l'intérieur est pour un grand parti à gauche du P.S. Elle dit que c'est plus sain pour la démocratie d'avoir un appareil politique qui contrôle et encadre tous ces mouvements « violents » qui combattent le pouvoir en place. Les Renseignements Généraux tirent la sonnette d'alarme : la gauche traditionnelle et les syndicats ne contrôlent plus grand-chose, il faut favoriser l'émergence d'un cadre neuf qui puisse

fournir des interlocuteurs aux explosions sociales à venir. Message reçu 100% par la gauche.

En fait de démocratie, c'est la Loi de Sûreté, reprise des lois mises en place en 1933 par Adolf Hitler en Allemagne, aux dires même d'un député UMP -cf. Le Canard Enchaîné-, c'est le retour aux lettres de cachet, à l'embastillement « préventif » de tous ceux qui peuvent menacer l'ordre social en place.

En fait de démocratie, c'est l'intervention militaire du gouvernement des marchands de canons en Afghanistan, au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Kosovo et ailleurs encore...

En fait de démocratie, c'est la création au Kosovo, avec la bénédiction des marchands de canons, sur une surface grande comme deux petits départements français, d'un état fantoche dont les principales activités sont le trafic de la drogue, la prostitution et le trafic d'armes.

En fait de démocratie, c'est l'occupation coloniale de la Guyane, de la Kanaky et de tout ce que les démocrates appellent pudiquement les DOM - TOM, où il est bien sûr évident que les autochtones disposent des mêmes droits et des mêmes revenus que les habitants du 16e arrondissement de Paris.

En fait de démocratie, c'est un système bien verrouillé qui fait que 2 partis politiques minoritaires se partagent 98% des places

et pillent légalement les richesses produites par les populations.

Nous n'avons rien à demander à ces affairistes de droite et de gauche, de tout bord, nous ne partageons RIEN avec eux; leur République et leurs lois, nous les subissons mais nous ne leur reconnaissons aucune légitimité : C'EST LA LOI DU PLUS FORT.

Alors, en toute logique, nous ne pouvons accepter un cadre où ces bandits ne respectent même pas leurs propres lois. Nous ne pouvons faire semblant d'être en démocratie le temps d'un scrutin. Ce système ne comprend que la force brutale et la violence, tout le reste n'est qu'un habillage de circonstance, il est bien connu que les promesses n'engagent que les gogos qui font semblant d'y croire.

NOUS N'AURONS QUE CE QUE NOUS PRENDRONS, ILS NE NOUS DONNERONT RIEN !

NOUS NE VOTERONS PLUS, ET PUIS APRÈS...

Dans son poème 'ils ont voté', Léo Ferré parle de ceux qui chantent la Marseillaise avec des cartes perforées, ces vespasiens (1) de l'iso-loir qui vont voter. Et puis après ?

Aujourd'hui, peu de textes sont diffusés sur celles et ceux qui ne voteront pas, qui n'ont jamais voté ou qui ne le feront plus.

Dans le paysage politique, ce créneau est faussement désigné comme pré carré des anarchistes. En effet, si tou(te)s les non-votant(e)s étaient au bord de l'anarchisme, ce qui pour certaines élections représenterait une petite moitié de la population, nous n'en serions pas là, dans cette société marchande qui remet au goût du jour les cartes perforées !

Culpabilisés par les médias, rejetés par toutes les chapelles marxistes, lobotomisés par les syndicats et les associations de gauche suivistes de l'idéologie dominante, il n'est jamais facile d'explicitier le choix de l'abstention.

- Souvenons-nous d'un entre deux tours de 2002, quand il fallait presque chuchoter 'ni escroc, ni facho' face à une masse prise dans l'engrenage de la peur.

- Souvenons-nous des dernières élections présidentielles qui se sont terminées par une répression violente des manifestations et par des centaines d'arrestations et procès.

- Souvenons-nous aussi de la joie presque cachée - avons-nous vu des défilés populaires dans les rues ? - au soir du 29 Mai 2005, suite à la déculottée donnée à la droite, à la gauche, aux médias et à leurs patrons.

Souvenons-nous et regardons ce qui se passe.

Le vote du 29 mai, pourtant démocratique selon les critères des bourgeois démocrates, n'a jamais été respecté. Le NON l'ayant emporté par 55%, les députés UMP, PS et Verts n'ont pas annulé les traités contenus dans le Traité constitutionnel européen rejeté par les citoyens.



Par contre, le 04 février, ne correspondant pas aux vœux du MEDEF, le résultat du référendum est rayé d'un trait de plume et c'est dans l'unité que les élus PS, UMP, Verts annulent la victoire du NON.

Trois jours après, à la demande de Sarko et du MEDEF, les députés PS, UMP, Verts votent la ratification du « Traité simplifié ».

Pourtant, leur choix n'est-il pas légitime puisque députés et sénateurs s'intitulent représentation de la nation !

Pour nous, l'annulation de fait du vote du 29 mai est une rupture extrême qui sonne le glas d'une illusion, celle de la démocratie représentative et des élections dans ce cadre.

Ces choses n'arrivent pas qu'aux autres ; au peuple chilien qui a élu Allende, aux Espagnols du Front Populaire en 1936, à tous les peuples qui ont participé à un vote victorieux dans l'espoir d'un changement de société, espoir écrasé, dans les mois ou les années qui ont suivi, par l'infamie armée.

L'état de droite, en s'asseyant sur la victoire du NON avec le soutien du PS et des Verts, a franchi un nouveau pas. S'il n'est pas question ici de comparer le coup d'état de Pinochet ou de Franco avec le coup de force de Sarkozy pour faire passer le dit traité, sur le fond, n'est ce pas un déni de démocratie comme les autres ?

Sarkozy ne l'a pas encore dit, mais il ne saurait tarder à reprendre au compte de sa politique réactionnaire les mots de Berthold Brecht : ' Quand le peu-

ple vote mal, il faut dissoudre le peuple !'

Alors, que faire, face à cette démocratie truquée ?

Nous ne voterons pas...et puis après ? Pour nous c'est clair, les urnes servent moins que les vespasiennes de Léo. Elle entretiennent l'illusion de la démocratie, du pouvoir du peuple.

Pourtant, rester au bord de la route à regarder passer les

ambitions des autres ou à regarder s'installer un régime toujours plus autoritaire, avec toujours plus d'injustices et toujours plus de flics, ne fait pas plus partie de nos principes que confier notre sort à un sauveur suprême ou à un grand parti des travailleurs.

Comme nous ne sommes pas résignés face à l'ordre capitaliste, nous appelons à créer partout des comités de base pour notre autodéfense contre le capitalisme et ses représentants.

¹ Du mot ' vespasienne ', édifice public où les hommes vont pisser

LE PANOPTISME SELON SARKOZY

Dans « **Surveiller et punir, naissance de la prison** » ce « curieux projet d'enfermer pour redresser » qui caractérise notre société, Michel Foucault voit l'un des moyens par lesquels le pouvoir s'assure la maîtrise des individus. Il consacre un chapitre entier au panoptisme(1). Deux grandes lignes se dégagent du système panoptique tel que le concevaient les géoliers du 19^{ème} siècle.

La première est : « *qu'il est polyvalent dans ses applications ; il sert à amender les prisonniers, mais aussi à soigner les malades, à instruire les écoliers, à garder les fous, à surveiller les ouvriers, à faire travailler les mendiants et les oisifs* »(2). La deuxième est qu'« *il automatise et désindividualise le pouvoir* ». Sarkozy utilise les deux lignes.

Dans le chapitre qui précède Le panoptisme, Foucault décortique les mécanismes en jeu dans *Les moyens du bon dressement* : « *Il faut cesser de toujours décrire les effets du pouvoir en termes négatifs : il "exclut", il "réprime", il "refoule", il "censure", il "abstrait", il "masque", il "cache". En fait le pouvoir produit ; il produit du réel ; il produit des domaines d'objets et des rituels de vérité. L'individu et la connaissance qu'on peut en prendre relèvent de cette production* ».

Voilà qui va à contre-courant de tout ce qui se dit aujourd'hui à gauche, d'Olivier Besancenot à la CGT, en passant du Parti Socialiste au journal Libération. Tous disent que vraiment, Nicolas Sarkozy ne fait rien de ce qu'il a promis. Pourtant, pour bon nombre de personnes, les chômeurs, les précaires, les étudiants, les sans-papiers, les prisonniers, les vagabonds, les fous, les habitants des cités, les militants politiques, Sarkozy ne fait pas « si rien que ça ». Son aménagement du système panoptique en est un exemple. Sur un versant, il surveille et punit. Sur l'autre, ce n'est pas lui qui parle, ce sont les victimes, c'est le bien commun. Même lorsqu'il accepte de jouer le bouc émissaire des critiques c'est pour mieux occulter les véritables enjeux du pouvoir. Dans ce sens, l'hyper médiatisation de sa personne a pour fonction de désindividualiser le pouvoir.

Ce que Sarkozy a repris de la machine du 19ème siècle.

« De plus, l'aménagement de cette machine [le panopticon] est tel que sa fermeture n'exclut pas une présence permanente de l'extérieur : on a vu que n'importe qui peut venir exercer dans la tour centrale les fonctions de surveillance et que, ce faisant, il peut deviner la manière dont la surveillance s'exerce. En fait, toute institution panoptique, fût-elle aussi soigneusement close qu'un pénitencier, pourra sans difficulté être soumise à ces inspections à la fois aléatoires et incessantes : et cela non seulement de la part des contrôleurs désignés, mais de la part du public ; n'importe quel membre de la société aura le droit de venir constater de ses yeux comment fonctionnent les écoles, les hôpitaux, les usines, les prisons. » Si bien que, selon les promoteurs de la machine, en instaurant ce que l'on appelle la transparence : « Pas de risque par conséquent que l'accroissement du pouvoir dû à la machine panoptique puisse dégénérer en tyrannie ; le dispositif disciplinaire sera démocratiquement contrôlé, puisqu'il sera sans cesse accessible " au grand comité du tribunal du monde". »

Il ne faut pourtant pas croire que le système panoptique a été mis en place au 19e siècle pour garantir la démocratie et le contrôle des citoyens sur les institutions. Il s'agissait, avant tout, de faire croire que le pouvoir n'était plus le fait d'un seul homme mais de toute la population. Pour finir, donner l'illusion générale que la monarchie appartenait au passé, que le pouvoir de surveiller était dans les mains de toutes et tous.

En théorie, dans un tel système panoptique, n'importe lequel d'entre nous pourrait se rendre librement aux audiences où des sans-papiers sont jugés (sans contrôle d'identité, sans intimidation ni refus catégorique de rentrer dans l'enceinte même du tribunal), ou accéder aux moniteurs des caméras de surveillance d'une école, d'une bibliothèque ou d'un supermarché, ou encore de consulter les fichiers des renseignements généraux.

Aujourd'hui, pas plus qu'hier, il n'est question de mettre son nez dans le système. C'est l'affaire des spécialistes, ces chroniqueurs du quotidien qui savent tout sur tout. Politicards, journalistes, permanents syndicaux, patrons, tous sont des vigiles qui gardent l'accès au château. Là où les grands surveillent.

En outre, en écrasant d'un revers de la main la démocratie, en enterrant à Versailles (et quel symbole !) le vote populaire du Non au traité européen, plus rien ne retient maintenant Nicolas Sarkozy dans la descente vers la tyrannie. De la grande transparence, du "grand comité du tribunal du monde" des théoriciens du panoptisme, il n'y a jamais eu et il ne reste que le grand tribunal pour tout le monde.



Un panoptisme moderne pour mieux gérer le reste.

La surveillance, Nicolas Sarkozy en a fait son cheval de bataille, surtout « cette surveillance [qui] prend appui sur un système d'enregistrement permanent ». Le panoptisme : « est applicable à "tous les établissements où, dans les limites d'un espace qui n'est pas trop étendu, il faut maintenir sous surveillance un certain nombre de personnes" ».

Développement des caméras de surveillance, des sociétés privées de gardiennage, des fichiers dans le domaine bancaire, de l'école, des communications, de la santé, de la police (ADN, ELOI...)... Prenons un exemple, apparemment anodin, d'un système mis en place pour le bien-être des citoyennes et des citoyens : l'installation de radars fixes sur le bord des routes de France. En principe, il s'agit de faire reculer le nombre d'accidents et donc le nombre de blessés et de morts. L'action est présentée comme louable. Mais aujourd'hui nous apprenons que d'autres radars vont être installés avec, attention, quelques caractéristiques en plus : pénaliser les dépassements de lignes blanches, les passages au feu rouge. Bref ils garantiront le bon respect du code de la route tout en faisant office de nouvelles caméras de surveillance. Ces radars vont concourir à « perfectionner l'exercice du pouvoir » parce qu'ils permettront « d'intervenir à chaque instant et que la pression constante agit avant même que les fautes, les erreurs, les crimes soient commis ».

Non, Nicolas Sarkozy ne fait pas rien. Il produit une quantité non négligeable d'instruments répressifs. On peut même considérer qu'il a atteint ce que Foucault appelait « le point idéal de la pénalité », soit : « un interrogatoire qui n'aurait pas de terme, une enquête qui se prolongerait sans limite dans une observation minutieuse et toujours plus analytique, un jugement qui serait en même temps la constitution d'un dossier jamais clos, la douceur calculée d'une peine qui serait entrelacée à la curiosité acharnée d'un examen [...] ».

Le 10 janvier 2008, comme l'écrit Le Canard Enchaîné, dans un hémicycle désert, sans cri ni manifestation, les députés ont voté une loi pour juger indéfiniment les gens.

1 de panoptique : se dit d'une construction (prison, maison de correction) aménagée de telle sorte que le surveillant puisse voir chaque détenu dans sa cellule sans être vu lui-même.

2 Toutes les citations de ce texte sont tirées de 'Surveillez et Punir', de Michel Foucault.

LE POUVOIR D'A-T-CHA-D

'La guerre serait un bienfait si elle ne tuait que les professionnels'. Hélas, mille fois hélas, la poésie de Jacques Prévert ne pèse pas bien lourd face au consortium des marchands de canons. La guerre, véritable connerie, tue plus de passantes et de chalands que de professionnels.

Le Tchad a été sous un coup de tabac orchestré par des riches qui se battent contre d'autres riches où seuls les pauvres crèvent. Comme d'habitude. Pendant ce temps, les armateurs des barils d'armes et de caisses de pétrole s'en mettent plein les fouilles. La machine à encaisser est bien huilée. Ça défouraille dans les campagnes, ça pétarade dans les villes, les deux camps se renvoient les balles. Rien ne se perd dans la verdure africaine. Les chars de

l'armée française ont un bonus écologique. Ainsi, pendant que certains mangent du Grenelle, d'autres dégustent de la grenaille produite ici, en France.

Le pouvoir en place au Tchad est une dictature, c'est certain. Les « rebelles » luttent-ils pour la fin du régime et pour l'auto-organisation, c'est incertain.

Dans ce silence et ce fracas, les Amis de l'Egalité dénoncent la participation de l'État français qui soutient militairement la dictature de M. Déby. Nous réaffirmons notre anti-militarisme ainsi que notre combat pour l'arrêt de la production d'armes, ici et ailleurs.

Le pouvoir d'at Chad doit appartenir aux Tchadiennes et aux Tchadiens, et à personne d'autre !

BLOIS

Le gouvernement sécuritaire, chasseur de travailleurs émigrés, ouvre un lieu de rétention administrative rue de la Garenne !

Que compte donc faire l'ensemble de la classe politique dite 'de gauche' si elle venait à accéder aux responsabilités municipales ?

OÙ L'ON FAIT DE LA PUB POUR VANTER NOS AMIS, VU QUE PERSONNE NE LE FERA À NOTRE PLACE !

A lire et aussi à diffuser, **LE PLAN B**, journal bimensuel critique des médias et enquêtes sociales, disponible chez tous les bons marchands de journaux et auprès des Egaux. Avec tout plein de pépites ! Si les marchands ne sont pas bons, aidons-les à s'améliorer en réclamant LE PLAN B, qui doit figurer en bonne place à l'étal.

<http://www.leplanb.org/>

CQFD, ce qu'il faut dire, détruire, développer. Mensuel de critique sociale.

<http://cequifautdetruiure.org>

LES AMIS DE L'EGALITÉ

www.lesamisdelegalite.org

lesamisdelegalite@free.fr